COMMUNE DE LIVAROT-PAYS D'AUGE

DÉCISION DE REFUS D'UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE PRONONCÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie le Transmission au contrôle de légalité le

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Demande déposée le 18/04/2025

Par: Monsieur FAURE Jean-Claude et Madame

DELOBEL-FAURE Florence

Demeurant: 3 rue Esclangon

75018 PARIŠ

our: Nouvelle construction : Abri de jardin et garage

Sur un terrain sis: 218 Chemin de la Croix Riotte

Livarot

14140 LIVAROT PAYS D'AUGE

Parcelle(s): B 91

référence dossier

N° PC 014 371 25 00023

Surface de plancher projetée :

21,20 m²

Emprise au sol projetée :

48 m²

Destination: Habitation

LE MAIRE.

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) du Pays de Livarot approuvé le 27/06/2013, modifié le 10/06/2015, le 28/06/2018 et révisé le 28/03/2019.

Vu le règlement de la zone Nf du PLUi,

Vu le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) approuvé par arrêté préfectoral du 9 février 2017.

Considérant que le projet porte sur l'édification d'une construction annexe à l'habitation à usage d'abri de jardin et de garage,

Considérant l'article 1 de la section 1 du règlement de la zone N du PLUI de Livarot-Pays-d'Auge disposant que « Tous les usages, affectations des sols, constructions et activités sont interdits à l'exception de ceux visés à l'article 2 »

Considérant que l'article 2 de la section 1 du règlement de la zone N du PLUi de Livarot-Pays-d'Auge autorise les construction annexes seulement dans la zone N et le secteur Np ainsi que dans les STECAL (secteurs de tailles et de capacité limitée : Ny, Nt et Nh de la zone N),

Considérant que par conséquent, les constructions annexes ne sont pas autorisées dans le secteur Nf (secteur Naturel forestier) de la zone N,

.... ARRÊTE

ARTICLE 1 (Unique) : Le permis de construire est refusé, pour la demande susvisée, selon le motif suivant :

- <u>Le projet ne respecte pas les articles 1 et 2 de la section 1 du règlement de la zone Naturelle du PLUi de Livarot-Pays-d'Auge</u> (constructions annexes à une habitation interdites dans le secteur Nf de la zone N).

Fait à LIVAROT-PAYS D'AU Le 05.06.2025

DE

Le Maire,

Monsieur Frederic LECOUVE

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des colléctivités territoriales

OBSERVATIONS:

- <u>Les enjeux environnementaux et les risques</u> connus auxquels ce terrain est susceptible d'être soumis sont consultables sur le site internet de la DREAL (données communales)

Le terrain est situé dans un secteur de prédisposition aux risques naturels de cavités et de marnières non localisées.

Le terrain est situé dans une zone de sismicité de niveau 1 (très faible).

Le terrain est situé dans une zone de risque de retrait/gonflement des argiles d'aléa moyen.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

DELAIS ET VOIES DE RECOURS:
Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autonsaition devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des îtres à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours. fr'i